

1560^e séance

Vendredi 16 novembre 1973, à 15 h 5.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1560

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (suite) [A/9003, chap. VI] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
- d) Programme des Volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. HACHANI (Tunisie) se réjouit du succès des activités opérationnelles pour le développement de l'ONU et espère que ces activités ne cesseront de se développer utilement. Les nouvelles orientations rencontrent l'adhésion de la délégation tunisienne en étant fondées sur le principe de l'équité et du respect des choix faits par les pays et groupes de pays intéressés. C'est ainsi que la Tunisie accueille avec intérêt une orientation visant à mettre en œuvre des projets à caractère pilote et expérimental destinés à mettre à la disposition des pays en voie de développement les moyens techniques nécessaires pour s'attaquer aux problèmes qui leur sont particuliers. La délégation tunisienne accueillerait avec le même intérêt une politique tendant à aider les pays en voie de développement à résoudre les problèmes de la migration interne.

2. Le PNUD doit aider les pays en voie de développement à mettre en œuvre leurs plans nationaux et leurs priorités économiques et sociales. En attendant, il continue à faire face aux problèmes à court et moyen terme; le Conseil d'administration à sa seizième session (voir E/5365/Rev.1, par. 90) a fait des progrès dans l'établissement de critères justes et équitables pour le calcul des chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981, effort auquel la Tunisie a d'ailleurs essayé d'apporter sa contribution. La délégation tunisienne accueille avec satisfaction l'acceptation par le Conseil d'administration, comme l'un des principes directeurs pour la nouvelle série de calculs en vue de l'établissement des chiffres indicatifs de planification, du principe selon lequel le chiffre indicatif de tous les pays bénéficiaires ne doit pas être ramené au-dessous de son niveau pour la période 1972-1976. Elle comprend que ce principe est définitivement retenu et ne doit donner lieu à aucune remise en cause. En ce qui concerne le principe consistant à chercher à améliorer la situation de tous les pays en bas de l'échelle du produit national brut par habitant,

cette délégation estime qu'il faudra s'entendre sur le sens et la portée de la notion du "bas de l'échelle". Quelles que soient sa valeur et son opportunité, cette notion, qui n'a pas encore été définie par l'Assemblée générale, ne doit surtout pas servir de prétexte pour faire profiter une région ou un groupe de pays aux dépens d'autres régions ou pays. Cela doit être vrai dans le cas du PNUD comme dans d'autres cas. Ainsi les pays dont le produit national brut par habitant est inférieur à, par exemple, 350 dollars ne devraient-ils pas être considérés comme faisant partie de la catégorie dite "marginale", à supposer qu'il doive en exister ? Quoi qu'il en soit, le nouveau système de répartition des chiffres indicatifs de planification ne doit s'appliquer qu'aux ressources supplémentaires par rapport à celles disponibles pour le cycle en cours.

3. La délégation tunisienne espère que la tendance encourageante qui s'est manifestée à la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD et au Fonds d'équipement des Nations Unies ne sera pas éphémère¹, et elle partage l'optimisme de l'Administrateur quant à l'instauration d'une ère nouvelle présidant à une coopération internationale plus étroite. La délégation tunisienne appuie l'utilisation de critères supplémentaires pour déterminer l'assistance au développement à accorder aux pays en voie de développement, mais il lui semble que le critère de la capacité d'absorption de l'assistance technique n'a pas été clairement mis en relief par le Conseil d'administration. Les critères supplémentaires doivent servir à augmenter les chiffres indicatifs de planification, et l'augmentation des contributions doit être prise en considération dans les nouveaux calculs. La délégation tunisienne espère que le Conseil d'administration tiendra compte des observations exprimées au Conseil économique et social et au cours de la présente discussion.

4. En ce qui concerne le FISE, la Tunisie entretient d'étroites relations avec cet organisme et ne peut que se féliciter du niveau élevé d'efficacité qu'il a atteint. C'est pourquoi elle a l'honneur de figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308, dont elle espère qu'il rencontrera un appui unanime. La délégation tunisienne est également l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309, car elle a toujours estimé à leur juste valeur les efforts du programme des Volontaires des Nations Unies en vue d'assurer la participation de la jeunesse à la lutte collective pour le développement. Elle est heureuse de voir l'Administrateur du PNUD réitérer son appui à ce programme et espère que cela permettra d'étendre les activités de celui-ci de façon à répondre aux requêtes des gouvernements intéressés.

5. La délégation tunisienne se féliciterait également d'une expansion analogue des activités du Bureau de la coopération technique. La relance du Fonds

¹ Voir A/CONF.59/SR.1 et 2.

d'équipement des Nations Unies devrait profiter au plus grand nombre possible de pays en voie de développement.

6. Pour conclure, la délégation tunisienne se félicite de l'augmentation substantielle des ressources financières du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, car elle est convaincue de la nécessité de mener une politique démographique conforme aux ressources disponibles.

7. M. PINO SANTOS (Cuba) se félicite de l'introduction de la programmation par pays du PNUD, ainsi que du développement de ses activités régionales, interrégionales et mondiales. Néanmoins, les chiffres indicatifs de planification pour la période 1977-1981 restent encore à définir. Les divers systèmes de calcul de ces chiffres proposés par l'Administrateur ont été discutés lors des dernières sessions du Conseil d'administration, mais aucun accord général n'est intervenu. Les divergences de vues constatées tiennent essentiellement au faible niveau des ressources du PNUD et aussi aux méthodes peu satisfaisantes de calcul de la répartition des chiffres indicatifs. Malgré l'accroissement des contributions au PNUD, il n'y a guère eu d'augmentation en termes réels, en raison de l'inflation et de la crise monétaire internationale. Si l'on établit des prévisions pour l'horizon 1981, en considérant une augmentation de 9,2 p. 100 des ressources et en prenant 1963 pour base 100, il ne s'en dégage qu'une augmentation réelle de 62 millions de dollars en 18 ans.

8. La délégation cubaine insiste à nouveau sur le fait que la manière dont sont utilisées les variables de population et de revenus est incorrecte et ne peut que contribuer à engendrer des sentiments d'amertume et d'irritation parmi les pays en voie de développement. C'est ainsi que, d'après le dernier calcul des chiffres indicatifs de planification présenté par l'Administrateur, 47 pays ayant un revenu par habitant inférieur à 200 dollars ont amélioré leur position, alors que celle d'un groupe important de pays dont le revenu par habitant se situe entre 200 dollars et 750 dollars ou plus s'est détériorée. Il est évident que les pays ayant un revenu par habitant inférieur à 200 dollars doivent améliorer leur chiffre indicatif. C'est nécessaire, correct et juste. La délégation cubaine tient à nouveau à manifester sa solidarité à cet égard avec les pays — en particulier ceux d'Asie et d'Afrique — qui se trouvent dans cette situation. Mais, et cela aussi est important, les pays dont le revenu par habitant se situe entre 200 dollars et 750 dollars, y compris dans certains cas les pays ayant un revenu par habitant plus élevé, doivent également améliorer leur chiffre indicatif car, notamment, ils peuvent se trouver à un stade critique du décollage économique et avoir plus que jamais besoin de l'assistance internationale. Toutefois, selon le dernier calcul, présenté en juin 1973 par l'Administration, la majorité des pays latino-américains, par exemple, recevraient pour la période 1977-1981, un chiffre indicatif inférieur à celui de la période 1972-1976, ce qui bien entendu est inadmissible. Cela ne serait d'ailleurs pas uniquement le cas des pays d'Amérique latine, car d'autres pays comme la Guinée, la Zambie et l'Algérie verraient diminuer leur chiffre indicatif actuel déjà réduit. Les calculs fondés sur la population et le revenu ne devraient représenter qu'une hypothèse de travail initiale — comme les étoiles des astrologues, qui orientent mais ne décident

pas, un point de départ à partir duquel on commencerait les calculs en tenant compte des difficultés particulières que rencontrent certains pays pour promouvoir leur développement, et qui ensuite tiendraient compte, surtout, de l'effort accompli par chaque pays pour son développement. Un point d'accord est que 7,5 p. 100 des ressources disponibles au titre des chiffres indicatifs de planification soient répartis selon les critères supplémentaires tenant compte en particulier de l'importance de l'effort qu'accomplit chaque pays en voie de développement. En outre, les inégalités dues à des circonstances historiques doivent être corrigées dans le calcul des chiffres indicatifs pour la période allant de 1977 à 1981.

9. La délégation cubaine se félicite des progrès accomplis pour le projet de statut unique du PNUD et appuie la proposition visant à accorder une assistance aux mouvements de libération nationale dans les pays assujettis au régime colonial. Elle déplore les obstacles auxquels se heurtent les activités du Fonds d'équipement des Nations Unies et approuve les mesures destinées à relancer l'action du Fonds.

10. Le programme des Volontaires des Nations Unies connaîtra d'autant plus de succès qu'il parviendra à échapper à toute pression impérialiste. Le Gouvernement cubain appuie les buts et les objectifs du programme qui sont de contribuer au développement économique et social des pays en voie de développement.

11. Le Gouvernement cubain a toujours eu une position très définie en ce qui concerne le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Créé vers le milieu des années 60, lorsque le problème de l'accroissement démographique a commencé à retenir l'attention de certains milieux, le Fonds s'est vu contraint de définir avec précision sa personnalité afin de ne pas être pris pour l'instrument néo-malthusien de certaines thèses idéologiques d'origine impérialiste selon lesquelles le sous-développement serait dû à de prétendus excédents de population, la solution aux problèmes du sous-développement exigeant donc l'adoption d'une politique de contrôle de la natalité. Il est clair que ces critères, qui sont faux, intéressés et peu scientifiques, ne pouvaient prévaloir. Le taux d'expansion démographique d'une partie des pays sous-développés et leur surpeuplement par rapport à leurs ressources actuelles ne sont pas la cause du sous-développement, mais la conséquence de celui-ci. La cause du sous-développement, à son tour, constitue un phénomène historique, et non pas démographique, lié surtout aux conditions séculaires auxquelles un groupe de puissances capitalistes — coloniales et impérialistes — ont soumis depuis longtemps une partie de l'humanité. Cela explique que, pour résoudre les problèmes du sous-développement, il faille commencer précisément par libérer les pays en voie de développement du joug colonialiste, néo-colonialiste et impérialiste. C'est par là qu'il faut commencer, par cette indépendance totale, mais ce processus doit s'effectuer en même temps que les changements de structures et l'application de mesures de caractère économique et social qui sont fondamentales pour entreprendre un véritable programme de développement. Parmi ces mesures, il se peut que certains pays jugent approprié d'examiner les mesures relatives à une politique démographique déterminée. A cet égard, la délégation cubaine, félicite M. Salas ainsi que la direc-

tion du Fonds pour les principes qu'ils ont réaffirmés à maintes reprises, selon lesquels cette institution n'a pas, en matière de population, de politique arrêtée et n'intervient qu'à la demande des gouvernements, reconnaissant que les programmes et les politiques démographiques ne sauraient se substituer aux efforts de développement économique et social, car la planification démographique n'est et ne peut être une fin en soi. La délégation cubaine a étudié, dans le peu de temps dont elle disposait, quelques-uns des rapports du Fonds, en particulier les sections relatives à la répartition de ses ressources par type de projet et par région. Elle a noté le pourcentage consacré à promouvoir une diminution de la fertilité dans certains pays, mais elle a également remarqué la proportion croissante des ressources consacrées, surtout en Amérique latine, aux études démographiques et aux efforts visant à promouvoir des projets concernant les mères et les enfants. La délégation cubaine estime que l'objectif du Fonds devrait être de s'efforcer d'adapter de plus en plus la structure géographique et qualitative de ses activités aux besoins réels des pays en voie de développement afin de parvenir à s'identifier totalement à ces besoins. Le Fonds doit atteindre cet objectif et son orientation actuelle le lui permet, malgré les difficultés implicites d'une tâche aussi délicate.

12. M. MEHDI (Pakistan) dit que son pays attache une importance toute spéciale au rôle et aux efforts du PNUD pour canaliser l'assistance multilatérale en vue de résoudre les problèmes du développement, et qu'il se félicite donc des récentes annonces de contributions qui traduisent une augmentation de 18 p. 100 des contributions volontaires. Cependant, 45 pays seulement, dont tous ne sont pas des pays développés, ont accru leur contribution volontaire au PNUD, et M. Mehdi espère que ce nombre sera plus élevé lors de la Conférence de 1974 pour les annonces de contributions. Bien qu'il approuve l'idée du "dividende du désarmement" mentionnée par l'Administrateur, il doute qu'elle puisse être suivie d'effet dans la pratique. Les dépenses d'armements des pays développés sont deux fois et demie supérieures au montant de leur assistance au développement. Même avec moins de 5 p. 100 des dépenses militaires actuelles des pays développés, le montant total de l'assistance au développement pourrait être plus que doublé. M. Mehdi se déclare préoccupé par la question des ressources financières, parce qu'il estime qu'elles sont cruciales pour permettre au PNUD de réaliser pleinement son potentiel en matière de développement.

13. M. Mehdi espère que, lorsque le PNUD choisira de nouveaux domaines d'activité, ceux-ci seront véritablement de nature à tenir les efforts des pays en voie de développement et qu'il sera possible de mettre au point les instruments permettant d'assurer l'efficacité de l'assistance nouvelle. La délégation pakistanaise appuie les mesures prises par le PNUD concernant le problème des migrations urbaines et la mise au point et le transfert des techniques d'exploitation intermédiaires.

14. Les politiques suivies par les organismes d'exécution en matière de marchés sont nettement partisans et favorisent certains pays développés. Même lorsque les produits des pays en voie de développement pourraient concurrencer ceux des pays développés, la préférence va invariablement à ces derniers. Il conviendrait de déployer des efforts particuliers pour se

procurer ce dont on a besoin dans le pays même où les projets considérés sont exécutés. L'octroi des contrats de sous-traitance révèle une injustice analogue. Tout en tenant compte des exigences fixées en matière de compétences techniques et de perfectionnement des produits, les contrats de sous-traitance et les commandes de matériel devraient être répartis de façon plus équitable.

15. Le PNUD ne peut ni ne doit s'ingérer dans les procédures internes des institutions, mais il peut utiliser son influence pour leur faire prendre conscience de la nécessité impérieuse d'une modification de leurs politiques. Une série de séminaires ont été organisés avec les organismes d'exécution sur le problème de la répartition équitable des possibilités d'offre de fournitures et de services, et M. Mehdi demande à l'Administration du PNUD d'informer la Commission des résultats de ces discussions.

16. M. Mehdi note avec regret que, si le montant total des ressources disponibles aux fins des activités de coopération technique s'est accru entre 1971 et 1972, le niveau des programmes effectués a, lui, diminué, de même que le nombre des experts sur le terrain et des bourses d'études accordées. Les ressources du programme ordinaire d'assistance technique sont en baisse par suite des fluctuations monétaires mondiales et de la hausse des prix. M. Mehdi espère que l'étude que le Commissaire à la coopération technique doit établir pour le Conseil d'administration à sa dix-huitième session contiendra des suggestions sur les moyens d'améliorer les résultats et la capacité du Programme.

17. La décision adoptée par le Conseil d'administration à sa seizième session en ce qui concerne le calcul des chiffres indicatifs de planification représente un équilibre délicat entre des points de vue différents, et M. Mehdi attend avec impatience la mise en œuvre de cette décision et sa concrétisation dans un ensemble définitif de chiffres à la dix-septième session du Conseil d'administration.

18. M. Mehdi appuie la coordination des activités et l'établissement de liens plus étroits entre le FISE et le PNUD, et note les cinq grandes recommandations découlant de l'étude de l'expérience acquise par le FISE en matière de programmation par pays du PNUD. En tant que membre du Conseil d'administration du FISE, Le Pakistan n'a jamais perdu de vue le rôle spécial que le FISE joue en cas de catastrophe naturelle ou humaine, et il a de bonnes raisons de se rappeler l'assistance qu'il en a reçue lors des inondations tragiques qu'il a connues. La délégation pakistanaise appuie les programmes du FISE qui recouvrent des domaines très variés, allant des soins aux mères et aux enfants à la toxicomanie chez les enfants. Elle appuie également les méthodes adoptées par le FISE en matière d'évaluation des programmes et demande à recevoir des renseignements sur les projets qui auraient éventuellement été considérés comme des échecs ou abandonnés comme irréalisables après que des apports initiaux aient été faits. La délégation pakistanaise votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1308.

19. M. Mehdi se félicite de la relance du Fonds d'équipement des Nations Unies qu'envisage le projet de résolution A/C.2/L.1306, en faveur duquel sa délégation votera. Il appuie la décision du Conseil d'administration tendant à ce que le Fonds soit utilisé essentiellement au profit des pays les moins avancés et

il espère que les contributions au Fonds viendront s'ajouter aux contributions au PNUD.

20. M. Mehdi souscrit à la décision du Conseil d'administration (voir E/5365/Rev.1, par. 247) approuvant le "plan roulant" proposé par le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et autorisant celui-ci à établir des prévisions de programme jusqu'à concurrence de 108 millions de dollars pour la période 1973-1976. M. Mehdi se félicite des efforts déployés par le Fonds pour coordonner les éléments apparentés de l'assistance fournie par l'intermédiaire des organismes des Nations Unies dans le domaine de la population, et il estime que l'autorité donnée au Directeur exécutif d'approuver certains projets novateurs et de grande envergure en consultation avec l'Administrateur du PNUD donnera au Directeur exécutif la souplesse nécessaire à l'exercice de ses fonctions. Il faudrait donner davantage de renseignements sur la prochaine Année mondiale de la population et les activités de son secrétariat devraient être renforcées. Le plan d'action mondial actuellement mis au point pour la Conférence mondiale de la population devra être un document complet portant sur tous les aspects du problème et présentant des solutions pratiques.

21. Les ressources limitées du PAM par rapport à la demande en matière d'aide alimentaire ont quelque peu restreint son rôle. La délégation pakistanaise votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1298.

22. Le programme des Volontaires des Nations Unies peut apporter une contribution substantielle au développement et M. Mehdi appuie la décision de l'Administration du PNUD de renforcer le processus de recrutement, d'améliorer la formation préalable et d'intensifier l'appui sur le terrain. Le programme a connu au début des difficultés dues à ses ressources limitées et au fait que les gouvernements ont dû imputer les dépenses locales afférentes aux volontaires sur leur chiffre indicatif de planification. M. Mehdi est persuadé que ces problèmes seront prochainement surmontés et qu'un programme des Volontaires des Nations Unies extrêmement efficace fera bientôt partie intégrante des mécanismes globaux de développement des Nations Unies.

23. M. Mehdi présente le projet de résolution A/C.2/L.1309 au nom des auteurs, auxquels il convient d'ajouter la Turquie, et invite la Commission à l'adopter.

24. M. OCHIRBAL (Mongolie) dit que sa délégation partage le point de vue relativement optimiste concernant les activités opérationnelles du PNUD pour le développement que de nombreuses délégations ont déjà exprimé. Grâce aux efforts des pays socialistes et de nombreux pays en voie de développement, des progrès considérables ont été accomplis ces dernières années sur la voie de la démocratisation et de l'introduction de nouveaux principes progressistes dans les activités du PNUD, qui l'ont rendu beaucoup plus populaire auprès des Etats Membres et des Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies et ont donc contribué à renforcer ses structures financières et administratives. Au nombre des nouvelles mesures adoptées figure la programmation par pays, conçue pour raccorder plus étroitement l'assistance du PNUD aux tâches prioritaires des pays en voie de développement. L'expérience montre que son intro-

duction n'est pas toujours allée sans heurts, par suite du manque d'expérience et de la nature complexe de l'opération, ainsi qu'à cause de la difficulté qu'il y a à définir avec précision les priorités nationales. Les différences existant entre les situations et les problèmes des divers pays en voie de développement, ainsi que les voies différentes adoptées par eux pour promouvoir le développement sont également un facteur important de ces difficultés. Toutefois, celles-ci ne doivent pas servir de prétexte à une ingérence directe ou indirecte de la part du PNUD ou de n'importe quel autre organe de l'ONU dans les affaires intérieures des pays en voie de développement. Les droits souverains des pays en voie de développement à fixer l'orientation de leur développement économique et social et la prérogative absolue qu'ont leurs gouvernements de définir leurs propres priorités doivent être respectés. Les pays en voie de développement souhaitent que le PNUD échappe à l'influence des monopoles occidentaux et qu'il constitue un instrument servant véritablement à protéger leurs économies des méfaits des puissances impérialistes.

25. Il est indispensable que les chiffres indicatifs de planification soient répartis de façon équitable pour que la programmation par pays soit couronnée de succès. C'est pourquoi la délégation mongole se félicite des progrès réalisés pour ce qui est d'établir des critères permettant de calculer les chiffres indicatifs de planification et estime que les nouveaux critères approuvés par le Conseil d'administration à sa seizième session méritent d'être étudiés de très près. L'effectif de la population et le produit national brut par habitant sont importants pour déterminer les niveaux et les besoins de développement de tel ou tel pays, mais il ne faut pas qu'ils servent automatiquement de critère principal au calcul des chiffres indicatifs de planification, sans qu'il soit tenu compte de la nature particulière du programme. Il ressort clairement des chiffres explicatifs qui sont donnés pour le deuxième Cycle de coopération des Nations Unies pour le développement — 1977-1981 — que plus de la moitié des chiffres indicatifs de planification pour les pays bénéficiant de l'assistance du PNUD seront accrus de 7 à 300 p. 100, tandis que les autres resteront à leur niveau antérieur; si l'on tient compte de l'inflation et de la faiblesse du dollar, l'assistance que ce groupe de pays recevra se trouvera en fait diminuée.

26. En conséquence, la délégation mongole a des doutes pour ce qui est de l'opportunité d'utiliser la population comme critère de base du calcul des chiffres indicatifs de planification, encore qu'il puisse bien entendu constituer un critère supplémentaire. Les pays à forte densité de population ont la priorité lorsqu'il s'agit de recevoir l'assistance du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population et, en tout état de cause, une forte densité de population constitue plus un avantage qu'un inconvénient, étant donné que l'homme est le capital le plus précieux et le créateur de la richesse matérielle. La délégation mongole pense que des facteurs tels que le défaut d'accès à la mer, une situation écologique et géographique défavorable ou la nécessité d'éliminer des circonstances fâcheuses dues à des causes historiques entravent sensiblement le développement économique des pays en voie de développement. Elle appuie également, aux fins du calcul des chiffres indicatifs de planification, l'utilisation de critères tels que les besoins particuliers des pays qui

ont récemment accédé à l'indépendance, les difficultés que tel ou tel pays rencontre à participer aux entreprises régionales et sous-régionales, l'ampleur de son propre effort de développement et l'introduction de changements structurels. En conséquence, la délégation mongole proposera au Conseil d'administration lors de sa dix-septième session d'envisager sérieusement de tenir compte de pareils critères pour le calcul des chiffres indicatifs de planification.

27. La délégation mongole préconise la participation de tous les pays à l'activité du PNUD en tant que donateurs ou en tant que bénéficiaires. Il ne devrait pas y avoir d'exception à cet égard, sauf dans le cas de pays coupables d'agression ou de pays dont la politique intérieure ou extérieure va à l'encontre des buts et des principes de la Charte des Nations Unies. A ce propos, la délégation mongole estime que le PNUD devrait cesser de fournir une assistance à Israël, qui occupe illégalement le territoire de pays arabes voisins et représente une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. En revanche, le PNUD devrait aider les pays qui ont récemment obtenu leur indépendance ainsi que les mouvements de libération nationale.

28. La détente récemment enregistrée entre pays dotés de systèmes opposés, l'esprit de compréhension de plus en plus marqué et le désir croissant de voir s'instaurer une coopération à long terme mutuellement avantageuse créent des conditions favorables à l'activité du PNUD et à celle des autres organisations internationales qui lui sont reliées. Le Gouvernement mongol se félicite de l'œuvre utile accomplie par le FISE et est disposé à faire tout son possible pour promouvoir le succès de ses efforts méritoires.

29. Une manifestation concrète de la récente détente mondiale est fournie par la proposition soviétique visant à réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et à utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Cette proposition est motivée par le désir sincère de l'Union soviétique de promouvoir la détente et de la rendre irréversible, de façon à asseoir sur une base solide la paix universelle, qui est capitale pour le progrès économique et social. Tous les organes de l'ONU devraient accorder la plus grande attention à cette proposition, et la délégation mongole espère que le PNUD et le FISE prendront l'initiative de diffuser largement cette idée et de faciliter sa concrétisation dans des délais aussi brefs que possible. La communauté mondiale se féliciterait de les voir agir ainsi, et leur action ne manquerait pas d'être appuyée par la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

30. Mme de ZEA (Colombie) dit que l'aide au développement est l'une des plus importantes formes de coopération internationale. L'universalité et la continuité de l'assistance multilatérale sont extrêmement importantes et toute mesure tendant à bloquer ou à réduire le volume de l'aide soit à l'échelle mondiale, soit au niveau régional, serait contraire à la Stratégie internationale du développement et au concept du développement global. La délégation colombienne se félicite donc des résultats de la dernière Conférence pour les annonces de contributions au PNUD et espère

qu'ils marqueront le début d'une nouvelle tendance et la fin d'une ère de stagnation dans le domaine de l'aide publique au développement.

31. Dans sa déclaration à la 1554ème séance, l'Administrateur du PNUD a apporté une précieuse contribution à l'élaboration d'une nouvelle approche de la coopération pour le développement qui permettrait de répondre plus efficacement aux besoins des pays en voie de développement. La délégation colombienne fait pleinement sienne l'idée que l'assistance technique devrait désormais être liée non seulement à la croissance mais aussi à la répartition des avantages qui en découlent. L'indépendance économique est un objectif important de l'aide au développement et il faut également se féliciter des efforts déployés par le PNUD pour faire une plus large place aux projets régionaux et mondiaux. Le lien entre le désarmement et le développement est conforme aux tendances actuelles de la politique internationale et constituera la meilleure illustration du fait que la détente entre les grandes puissances est salutaire pour les pays du tiers monde.

32. La délégation colombienne a des réserves quant au consensus auquel le Conseil d'administration du PNUD est parvenu à sa seizième session en ce qui concerne les critères révisés pour le calcul des chiffres indicatifs de planification. Des questions de cette importance, qui affectent la majorité de la communauté internationale et constituent l'essence même de la notion de coopération internationale pour le développement, devraient être du ressort de l'Assemblée générale. Ce n'est qu'en aidant tous les pays en voie de développement à tous les stades de leur développement que le PNUD pourra satisfaire aux exigences d'universalité et de continuité de la coopération internationale. On ne devrait pas faire de distinction parmi les pays en voie de développement, même quand certains d'entre eux ont un revenu légèrement plus élevé que les autres, étant donné que ce revenu est de toute façon minimal comparé à celui des pays industrialisés. L'adoption d'un tel critère risquerait d'aboutir à la stagnation en Amérique latine. L'utilisation du revenu par habitant et de la population comme critères de base est une solution simpliste; on devrait tenir compte d'autres variables et, comme l'a fait la BIRD, du caractère de vulnérabilité particulier à chaque pays, des secteurs critiques de son développement économique et social et de la relation entre le revenu par habitant et les niveaux réels de la répartition du revenu. Mme de Zea partage les vues exprimées par le représentant de Cuba à ce sujet. Le blocage ou la réduction des pourcentages alloués à certains pays pourraient être aggravés encore par la situation monétaire internationale, qui nécessite un réajustement des chiffres indicatifs de planification destiné à contrecarrer les effets de la dévaluation, de l'inflation et d'autres facteurs affectant leur valeur réelle. La délégation colombienne espère que l'on rectifiera les inégalités marquées qui existent à l'échelle régionale et mondiale, en vue d'assurer un équilibre dont bénéficieraient tous les pays en voie de développement, sans avoir à appliquer des critères qui risqueraient de restreindre le développement des pays du tiers monde.

33. La délégation colombienne est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308 relatif à la convocation, en 1974, d'une conférence spéciale pour les an-

nonces de contributions au FISE, et elle espère que la Commission l'adoptera à l'unanimité en vue d'appuyer les remarquables activités de cet organisme.

34. M. ROUDNIK, (République socialiste soviétique de Biélorussie), se référant à la programmation par pays que sa délégation approuve, dit que les gouvernements des pays en voie de développement doivent jouer un rôle décisif à toutes les phases de l'élaboration des programmes et que ces derniers doivent être étroitement liés aux plans nationaux de développement. Les gouvernements doivent conserver leur droit souverain de déterminer les types d'assistance à inclure dans les programmes, et la coordination de l'assistance sur le terrain relève exclusivement des pays bénéficiaires et non des représentants résidents du PNUD. La programmation de l'assistance technique est étroitement liée à l'ensemble de la planification du développement. Une tendance positive qui est apparue récemment dans l'assistance des Nations Unies est l'accroissement de l'assistance accordée dans chaque pays en matière de planification tant nationale que régionale. A cet égard, on ne devrait pas méconnaître l'expérience de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, qui ont été les premiers à entreprendre avec succès une planification économique et sociale complète et détaillée à l'échelon national. Des spécialistes provenant de ces pays devraient être inclus dans les groupes d'experts de la planification.

35. Les recommandations faites par le Conseil d'administration lors de sa seizième session sur les critères à appliquer dans le calcul des chiffres indicatifs de planification pour le cycle de développement 1977-1981 devraient être approuvées. Le Conseil a retenu le revenu par habitant et la population comme critères de base; mais il a indiqué qu'on devrait également tenir compte de critères supplémentaires, notamment de la mesure dans laquelle le gouvernement effectue les changements structurels nécessaires au processus du développement, de la distribution des revenus et d'autres éléments favorables à la justice sociale.

36. Les projets mondiaux, régionaux et interrégionaux contribuent considérablement à promouvoir la coopération entre les pays en voie de développement et à accroître l'efficacité de l'assistance technique qu'ils reçoivent. Un plan complet et détaillé devrait être établi pour ce genre d'activité, notamment en ce qui concerne la science et la technique. La délégation biélorussienne espère qu'on tirera pleinement parti de la possibilité d'organiser des activités de ce genre dans les pays socialistes au moyen de leurs contributions au PNUD.

37. Une sérieuse faiblesse des activités opérationnelles du PNUD est que, malgré l'adoption de la résolution 2823 (XXVI) de l'Assemblée générale, on continue de négliger l'importance des projets de développement industriel. Les ressources du PNUD seraient plus efficacement utilisées si l'on définissait clairement ses priorités et ses objectifs et, en particulier, si l'on liait plus étroitement ses projets de préinvestissement aux projets de développement industriel prévus dans les plans nationaux. La réalisation de projets pilotes est importante, car elle permettrait d'utiliser les techniques modernes de production et de former le personnel national. Il est regrettable que le PNUD continue dans bien des cas à concentrer ses

efforts sur des projets de préinvestissement et à ouvrir la voie au capital privé, qui ne peut avoir d'autre objectif que de tirer le maximum de bénéfices de ses activités dans les pays en voie de développement. Dans ce contexte, la délégation biélorussienne s'oppose à la participation accrue de la BIRD aux activités du PNUD, étant donné que ses prêts et crédits sont ordinairement octroyés à des taux d'intérêt élevés et engendrent souvent une dette chronique; de plus, ils sont souvent utilisés comme moyen de pression politique.

38. La mobilisation des ressources intérieures des pays en voie de développement et notamment les systèmes d'imposition progressive sont d'importants moyens de financement du développement économique. Sur l'initiative de la délégation biélorussienne et de certaines autres, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2562 (XXIV) relative à la planification de la réforme fiscale. La délégation biélorussienne continue de penser que les systèmes fiscaux ne pourraient être efficacement renforcés que si l'on augmentait les impôts payés par les sociétés nationales et le capital étranger, si l'on imposait davantage les riches, si l'on soumettait le calcul du revenu et la perception des impôts à un strict contrôle étatique et si l'on unifiait les régimes fiscaux.

39. Comme l'Administrateur du PNUD, la délégation biélorussienne pense que, si l'on s'accordait à transformer le fer des épées en socs de charrue, on libérerait de considérables ressources financières aux fins de l'assistance et, dans ce contexte, elle tient à appeler l'attention une fois de plus sur la proposition faite par l'Union soviétique de réduire de 10 p. 100 les budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et d'utiliser une partie des ressources ainsi libérées pour l'aide aux pays en voie de développement. On voit clairement les avantages que l'adoption de cette proposition aurait, tant pour les pays qui réduiraient leurs dépenses militaires que pour les pays en voie de développement. Un autre moyen de financement à la disposition des pays en voie de développement consisterait à amener les pays impérialistes à payer des indemnités en réparation des dommages considérables qu'ils ont causés aux peuples intéressés pendant la période coloniale et qu'ils continuent de causer par leurs méthodes d'exploitation néo-colonialiste.

40. Le PNUD devrait assurer à ses projets une efficacité accrue en veillant, en premier lieu, à ce qu'ils soient mieux préparés, en évaluant périodiquement et plus activement les progrès de leur exécution et en coordonnant ses activités avec celles des autres organismes des Nations Unies intéressés. Rappelant que sa délégation a toujours prôné une réduction des dépenses administratives du PNUD et des frais généraux des institutions spécialisées, M. Roudnik propose de stabiliser les dépenses administratives et les frais généraux à leurs niveaux respectifs de 1973 et de réduire au minimum les frais généraux encourus par les institutions spécialisées dans l'exécution de projets du PNUD; il propose également de cesser d'imputer une partie du coût des projets sur les budgets ordinaires des organisations intéressées et de financer intégralement ce coût au moyen des ressources du PNUD.

41. Dans le recrutement du personnel et la nomination des experts, le PNUD devrait appliquer le principe de la répartition géographique équitable et tirer tout le parti

possible de l'expérience acquise par des pays dotés de systèmes sociaux et économiques différents et situés à des niveaux de développement différents. La délégation biélorussienne ne saurait approuver une fonctionnarisation du personnel du PNUD, étant donné que la question de la répartition géographique s'en trouverait reléguée au second plan. L'élaboration du projet de statut unique du PNUD a pris beaucoup trop de temps et elle devrait être terminée à la dix-septième session du Conseil d'administration. Au nombre des principes fondamentaux régissant les activités du PNUD devraient figurer l'universalité, le caractère volontaire des contributions, le droit pour les gouvernements de verser leurs contributions en monnaie nationale et, enfin, le refus de toute assistance aux pays qui appliquent une politique d'*apartheid* ou de discrimination raciale et aux pays qui se rendent coupables d'agression. En particulier, le PNUD ne devrait pas fournir d'assistance à Israël, qui continue à occuper illégalement des territoires arabes. La délégation biélorussienne approuve la fourniture par le PNUD d'une assistance aux mouvements de libération nationale, comme l'Assemblée générale l'a recommandé dans ses résolutions pertinentes.

42. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies persiste à ne faire guère appel au concours que la RSS de Biélorussie est en mesure de donner lorsqu'il s'agit d'envoyer des experts de l'assistance technique dans les pays en voie de développement. La délégation biélorussienne espère que le Secrétaire général prendra les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

43. La position de la délégation biélorussienne à l'égard du programme ordinaire d'assistance technique reste inchangée : ce programme devrait être transféré au PNUD et financé à l'aide de contributions volontaires, ce qui en augmenterait l'efficacité et permettrait d'éviter les doubles emplois.

44. La délégation biélorussienne appuie les activités du FISE et son gouvernement contribue régulièrement au budget de celui-ci. La RSS de Biélorussie attache une grande importance à l'éducation et à la santé des enfants et est disposée à partager avec d'autres l'expérience qu'elle a acquise en ce domaine. En pleine conformité des directives formulées par le vingt-quatrième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, elle augmente chaque année le volume de ses exportations vers les pays en voie de développement. En outre, le peuple et l'industrie de la RSS de Biélorussie utilisent un volume croissant d'importations de produits primaires, d'articles finis et de produits semi-finis en provenance des pays en voie de développement. Le Gouvernement biélorussien entend continuer à contribuer à la fourniture d'une assistance aux pays en voie de développement.

45. M. BENNANI (Maroc) dit que la mise en œuvre, quoique partielle, du Consensus de 1970² a inoculé une sève nouvelle au PNUD. La programmation par pays a permis aux pays de coordonner leurs sources d'assistance en fonction de leur propre planification et de leurs propres priorités. Cependant, le rôle de coordination qui est dévolu au PNUD devrait être renforcé; une coopération plus étroite avec les autres organismes des Nations Unies profiterait davantage à l'exécution tant des projets nationaux que des projets mul-

tionationaux et assurerait que les chiffres indicatifs de planification, nationaux ou multinationaux, soient mieux dispensés. Au stade du calcul de ces chiffres, la coordination permettrait de veiller à ce que certains pays ne soient indûment mieux lotis que d'autres; le cas d'Israël est scandaleusement éloquent du fait que ce pays trouve, dans l'assistance qu'il reçoit, le moyen de renforcer son agressivité et sa pratique d'hégémonie. La délégation marocaine serait d'avis qu'un seuil du produit national brut soit fixé, au-delà duquel tout pays devrait être "contributeur net" au PNUD, ce qui dégagerait des crédits qui pourraient être utilisés au profit des pays en voie de développement les moins avancés. De plus, elle appuie l'idée que 25 p. 100 au moins des ressources du PNUD soient réservées aux pays en voie de développement les moins avancés et que ces pays soient déchargés des dépenses de contrepartie dans l'exécution des projets. En outre, ces pays devraient avoir la priorité dans le choix des projets régionaux. Le PNUD devrait accorder, selon la nature du projet, une préférence à une infrastructure commune ou à une action industrielle intégrée. A cet égard, une coordination s'impose aussi bien avec les commissions économiques régionales qu'avec l'ONUDI; les conseillers interdisciplinaires des commissions et les conseillers hors siège de l'ONUDI ont un rôle à jouer dans ce domaine. Cette coordination devrait également être assurée au stade de la fixation des chiffres indicatifs de planification des programmes multinationaux.

46. Plus d'un pays a souffert des soubresauts monétaires les plus récents; pour plusieurs pays bénéficiaires de l'assistance du PNUD, la portée de cette assistance s'est trouvée sensiblement diminuée du fait, notamment, que plusieurs contributions étaient libellées dans des monnaies dont le pouvoir libérateur avait été modifié. La délégation marocaine préconise qu'aussi bien les contributions que les interventions du PNUD soient traduites en unités de compte basées elles-mêmes sur un étalon à déterminer.

47. La délégation marocaine votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1306 relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies.

48. M. BENNANI souligne toute l'importance que son pays attache à l'action du FISE et à la contribution qu'il apporte dans l'exécution des programmes par pays. La délégation marocaine appuie le projet de résolution A/C.2/L.1308. Quant à l'action du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, elle est orientée dans la même direction, aussi la délégation marocaine souscrit-elle sans réserve aux réalisations et aux perspectives de ce fonds. Le programme des Volontaires des Nations Unies a des objectifs similaires et la délégation marocaine, qui figurait au nombre des auteurs de la résolution 2659 (XXV) de l'Assemblée générale qui a institué le programme, approuve toute mesure appelée à développer son action; elle figure par conséquent parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309.

49. M. CAVAGLIERI (Italie) indique que sa délégation considère le PNUD comme l'un des agents les mieux à même de distribuer l'assistance multilatérale aux pays en voie de développement et de renforcer la coopération entre ces pays et les pays industrialisés. La délégation italienne figure au nombre de celles qui, lors des sessions récentes du Conseil d'administration, ont appuyé l'idée d'instituer un en-

² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément No 6A, par. 94.

semble de mesures visant à fournir une assistance accrue aux pays en voie de développement les moins avancés. Ces mesures comprenaient l'utilisation des ressources, alors maigres, du Fonds d'équipement des Nations Unies. Du fait que de nouvelles contributions ont été versées au Fonds, la question devrait être maintenant envisagée sous un angle différent et il y a lieu de se demander comment les ressources du Fonds pourraient être utilisées. La délégation italienne n'a jamais été en faveur de la création de fonds spéciaux et elle estime que les ressources nouvelles du Fonds d'équipement devraient être utilisées à des fins pour lesquelles toute rivalité, dans un sens ou dans l'autre, entre le Fonds d'équipement, d'une part, et les organismes internationaux de financement ou les banques régionales de développement, d'autre part, soit impossible. La délégation italienne reste convaincue que les fonctions primordiales du PNUD sont la planification et le préinvestissement et que le financement direct devrait être laissé à d'autres institutions, principalement au Groupe de la Banque mondiale. De plus, la délégation italienne sait que les principaux besoins des pays en voie de développement les moins avancés se rapportent à l'agriculture, domaine pour lequel les données d'expérience sont encore loin d'être suffisantes. En conséquence, elle préférerait attendre, pour appuyer le Fonds d'équipement, que des activités et son orientation aient été nettement définies.

50. La délégation italienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1308 relatif au FISE et regrette de ne pas être en mesure de dire si son gouvernement pourra contribuer à l'effort visant à atteindre l'objectif de 100 millions de dollars en 1975 ni, dans l'affirmative, quelle serait l'importance de cette contribution.

51. M. Cavaglieri rappelle que sa délégation a toujours appuyé le programme des Volontaires des Nations Unies et indique que son gouvernement a adopté une législation spéciale pour encourager les personnes qu'attire le service volontaire dans les pays en voie de développement. Un nombre croissant de jeunes Italiens se sont inscrits au secrétariat international du Service volontaire et travaillent actuellement dans un certain nombre de pays. M. Cavaglieri annonce que, par conséquent, sa délégation appuiera le projet de résolution A/C.2/L.1309 bien que, pour les raisons qu'il a déjà mentionnées, elle fasse des réserves de caractère général quant au fonds bénévole spécial mentionné au paragraphe 7 du dispositif de ce projet de résolution.

52. Mme DE GRÖSSMAN (République Dominicaine) déclare qu'à la récente Conférence pour les annonces de contributions, sa délégation a promis une augmentation de 40 p. 100 de la contribution du Gouvernement dominicain au PNUD. La délégation dominicaine se réjouit de voir le PNUD adopter des pratiques qui devraient lui permettre de répondre aux besoins réels des pays bénéficiaires. Le PNUD devrait bénéficier de ressources suffisantes pour pouvoir transformer les priorités nationales en programmes concrets et faire en sorte que ses ressources soient réparties compte tenu des besoins relatifs des divers bénéficiaires.

53. La délégation dominicaine espère que le Bureau du représentant résident à Saint-Domingue continuera de coopérer avec les autorités de planification de la République Dominicaine pour l'exécution du programme approuvé par le Conseil d'administration lors

de sa seizième session, dans le cadre de la programmation par pays, programme qui est étroitement lié au programme national dominicain de développement économique et social.

54. La délégation dominicaine fait siennes les observations formulées par d'autres représentants des pays d'Amérique latine en ce qui concerne les derniers calculs des chiffres indicatifs de planification qui font apparaître une augmentation pour 47 pays dont le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars, alors que pour un grand nombre de pays dont le revenu par habitant se situe entre 250 et 750 dollars le chiffre indicatif a été réduit. Cette délégation approuve l'augmentation du chiffre pour le premier groupe de pays, mais elle ne peut admettre que les pays latino-américains ne bénéficient, pour le cycle de développement 1977-1981, que d'un chiffre inférieur à celui du cycle 1972-1976.

55. Le système de programmation par pays représente peut-être le meilleur moyen dont on dispose jusqu'à présent pour permettre à la communauté internationale de répondre aux besoins des pays en voie de développement. L'assistance aux pays en voie de développement les moins avancés doit se poursuivre et la délégation dominicaine espère que le volume total des ressources disponibles pour le PNUD sera augmenté.

56. La délégation dominicaine félicite le FISE de l'assistance qu'il apporte en particulier aux pays les plus pauvres pour leurs programmes à long terme destinés aux mères, aux enfants et aux adolescents. Il est regrettable que cet organisme ne dispose pas de ressources suffisantes pour élargir ses programmes et la délégation dominicaine lance un appel aux autres délégations pour qu'elles appuient le projet de résolution A/C.2/L.1308, dont elle est devenue coauteur. Agissant dans le cadre de la Stratégie internationale du développement, le FISE a fixé des objectifs et des priorités pour les enfants et les adolescents et il attache une importance particulière au renforcement des activités de base en coordination avec les responsables des programmes communautaires destinés à améliorer les services de santé et de nutrition. Les activités du FISE méritent l'appui de tous les Etats Membres, car il est important, pour le développement social et l'expansion économique de tous les pays, que la jeunesse soit forte et en bonne santé.

57. La délégation dominicaine se réjouit des progrès réalisés par les responsables du programme des Volontaires des Nations Unies dans l'affectation des volontaires aux diverses tâches à accomplir sur le terrain. Elle votera pour le projet de résolution A/C.2/L.1309.

58. Les déclarations faites par un certain nombre de pays en voie de développement en faveur du Fonds d'équipement des Nations Unies sont encourageantes. Le Gouvernement dominicain continue d'approuver les principes qui ont conduit à la création du Fonds et la délégation dominicaine renouvelle son appel aux pays développés pour qu'ils modifient leur position à l'égard de cet organisme. La délégation dominicaine voudrait devenir coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1306 qui, elle l'espère, sera adopté à l'unanimité.

59. M. KACIMAIWAI (Fidji) déclare que son gouvernement est reconnaissant de l'assistance dont il continue de bénéficier de la part du PNUD et exprime l'espoir que l'aide aux pays en voie de développement

se maintiendra à son niveau actuel ou sera même augmentée au cours des années à venir. Répondant à la demande faite par le Secrétaire général et par l'Administrateur du PNUD en vue d'une augmentation des contributions financières au profit du PNUD, le Gouvernement fidjien a accru sa contribution de 10 p. 100 pour 1974. L'obtention de ressources financières suffisantes est une condition indispensable au succès des activités opérationnelles de développement. Aussi, la délégation de Fidji se réjouit-elle de l'initiative prise par les délégations qui ont accru le montant de leurs annonces de contribution au PNUD pour 1974, permettant ainsi à cet organisme d'accroître de 18 p. 100, pour cette année-là, le montant de son capital circulant. La délégation fidjienne espère que le même esprit de coopération et de bonne volonté internationales continuera de régner, et elle fait appel à toutes les délégations, en particulier celles des pays industriels avancés, pour qu'elles augmentent encore en 1974 le montant de leur annonce, afin que puisse être atteint l'objectif de 0,7 p. 100 du produit national brut inscrit dans la Stratégie internationale du développement et que le PNUD puisse parvenir au chiffre annuel d'accroissement de 9,6 p. 100 qui a été fixé par son Conseil d'administration.

60. La délégation fidjienne note avec satisfaction l'initiative prise par sept pays développés qui ont décidé de verser des contributions volontaires distinctes en faveur des pays les moins avancés. L'assistance économique fournie à ces pays, ainsi qu'aux pays en voie de développement en général, doit être assez importante pour leur permettre d'atteindre le point de développement où l'essor économique est possible. Il est important, pour la réussite des programmes du PNUD qui relèvent de la programmation par pays, que les priorités, les objectifs et les buts soient fixés par les pays intéressés eux-mêmes. L'assistance technique doit être utilisée exclusivement pour atteindre ces buts. La délégation fidjienne approuve qu'une assistance spéciale soit dirigée vers les pays les moins avancés, mais elle est opposée à ce que les ressources consacrées à cette fin le soient aux dépens d'autres pays en voie de développement. Les critères actuellement en vigueur pour l'identification des pays les moins avancés ne sont guère satisfaisants et la liste de ces pays³ a été établie de façon quelque peu arbitraire.

61. Le représentant de Fidji appelle une fois de plus l'attention de la Commission sur les problèmes des petits pays insulaires et fait siennes à cet égard les préoccupations exprimées par les représentants de Malte et de l'Australie. Une assistance spéciale du PNUD aux îles du Pacifique serait négligeable, étant donné que, dans la région du Pacifique Sud, seul le Samoa-Occidental est considéré comme appartenant à la catégorie des pays les moins avancés. Or cette région comprend le groupe le plus important de pays qui sont à la fois de petits pays insulaires et des nations nouvelles et dont les problèmes sociaux et économiques sont encore plus aigus que ceux des pays en voie de développement de plus grande superficie. Ceci tient précisément à leurs dimensions restreintes et au fait que leurs ressources économiques sont limitées, qu'ils sont isolés des marchés mondiaux, que leur marché intérieur est très étroit, que leur économie est peu diversifiée, qu'ils sont largement tributaires de la vente d'un petit nombre de produits primaires et qu'ils ont été par-

ticulièrement affectés par les tendances inflationnistes récentes. Dans certains pays en voie de développement qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier d'une assistance spéciale, il existe des zones rurales et urbaines qui sont tout aussi défavorisées que celles que l'on peut trouver dans les pays en voie de développement peu avancés. En outre, beaucoup d'îles du Pacifique Sud sont frappées régulièrement par des catastrophes naturelles. En conséquence, la délégation fidjienne lance à nouveau un appel à la Commission et à l'Administrateur du PNUD pour que, lors du calcul des chiffres indicatifs de planification à l'avenir, ils prennent en considération la situation économique et sociale ainsi que les problèmes particuliers de ces îles.

62. Le Gouvernement fidjien a versé jusqu'ici régulièrement une contribution annuelle au FISE et il appuie fermement les efforts éclairés accomplis par cet organisme pour favoriser la mise en valeur de la plus grande ressource qui existe sur terre, à savoir les capacités de l'homme.

63. Le représentant de Fidji déclare que sa délégation continue à appuyer le PAM, dont Fidji continue à bénéficier. Les travaux accomplis par les responsables de ce programme en collaboration avec la FAO et d'autres organismes ont une importance vitale pour le développement de nombreuses zones rurales déshéritées des pays en voie de développement et pourraient contribuer de façon importante à l'amélioration de la qualité de l'existence et des conditions de vie dans les zones rurales et agricoles, ainsi qu'à l'accroissement de la production agricole dans son ensemble. Des mesures de ce genre sont essentielles pour vaincre la pauvreté en milieu rural.

64. Le Gouvernement fidjien se félicite des travaux accomplis grâce aux services de volontaires fournis sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, ce gouvernement a pris depuis longtemps des dispositions avec la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les Etats-Unis au sujet de services de volontaires et il ne pourra donc appuyer financièrement les services de l'ONU.

65. En ce qui concerne les activités relatives à la population, le représentant de Fidji déclare que son gouvernement a entrepris avec succès depuis de nombreuses années une campagne de planification de la famille. Etant donné qu'une des conditions essentielles du développement est de créer un excédent économique, l'équilibre entre la population et les ressources a une importance vitale pour une croissance économique soutenue. Il ne fait aucun doute que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population pourrait contribuer de manière importante à la réalisation du développement social et économique dans les pays en voie de développement.

66. M. ABDEDDAÏM (Algérie) déclare que son gouvernement est heureux de la coopération qui existe entre l'Algérie et le PNUD. L'Administrateur et le Conseil d'administration n'ont épargné aucun effort pour améliorer le Programme dans le sens du Consensus adopté en juin 1970. Désireux de contribuer à l'amélioration des résultats que peuvent avoir les activités du PNUD, le représentant de l'Algérie voudrait appeler l'attention sur certaines des difficultés qu'a rencontrées son gouvernement au cours de la première période de programmation. L'Algérie a été un des premiers pays à accepter le premier cycle de pro-

³ Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 7, par. 66.

grammation par pays, alors même qu'à l'époque son plan de développement national était déjà en cours d'exécution. Elle a appris à son grand regret que certaines organisations chargées de l'exécution n'avaient pas pu, pour diverses raisons, mettre en œuvre les projets qui leur avaient été confiés. En particulier, le manque d'experts aptes à juger de la réalisation des projets dans les délais impartis compromet la finalité de la programmation, laquelle doit être étroitement liée à la réalisation des objectifs prioritaires des plans nationaux de développement. Pour remédier à cette situation, il est urgent de réviser les procédures de recrutement actuellement en vigueur dans les organisations. Cette question devrait être étudiée en collaboration avec les gouvernements des Etats Membres. En outre, l'effort d'amélioration de structures nationales d'accueil de l'assistance technique constitue une des conditions de succès de la programmation. A cet égard, une coopération tripartite entre les gouvernements, le PNUD et les organisations pour l'examen des projets favoriserait une utilisation optimum des ressources et permettrait de sélectionner, parmi les projets, ceux qui se prêtent le mieux à la coopération multilatérale.

67. Le matériel et l'équipement requis pour les projets sont souvent fournis par des pays et des sociétés très divers. L'assistance internationale prenant fin à l'expiration d'une période déterminée, les services nationaux de contrepartie se trouvent en butte aux difficultés découlant de l'inexistence d'un service après-vente. Les procédures d'achat devraient donc être rationalisées et une plus grande autonomie devrait être laissée aux pays bénéficiaires pour décider du type et de la forme de l'aide qu'ils désirent obtenir, particulièrement en ce qui concerne l'origine des matériels et des fournitures de sous-traitance.

68. Les résultats de la récente Conférence pour les annonces de contributions prouvent la confiance que la communauté internationale met dans le PNUD en tant qu'instrument de coopération internationale. La délégation algérienne souhaite que l'augmentation du niveau des ressources du PNUD favorise un examen plus adéquat des chiffres indicatifs de planification. Le Gouvernement algérien a étudié les nouveaux chiffres indicatifs de planification prévus pour les années 1977-1981 et il est d'avis, avec d'autres, que la technique utilisée pour le calcul de ces chiffres en fonction du produit national brut et de la population est trop théorique. Il y aurait lieu de tenir compte aussi d'autres critères tels que l'effort de développement national, l'introduction de réformes de structures nationales tendant à une plus grande justice sociale et la capacité d'absorption.

69. La délégation algérienne voudrait souligner l'anomalie consistant à accorder une assistance, par le canal du PNUD et des institutions spécialisées, à l'Etat sioniste d'Israël, dont la politique d'agression permanente contre les Etats arabes, le pillage systématique des ressources naturelles des territoires occupés et l'exploitation inhumaine des populations arabes dans ces territoires handicapent les efforts de développement des Etats de la région. Le Gouvernement algérien demande que cesse toute assistance multilatérale du PNUD et des institutions spécialisées en faveur du pays agresseur, maintes fois condamné par les Nations Unies.

70. En ce qui concerne le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Gouvernement algérien partage sans réserve l'opinion selon laquelle les ressources du Fonds doivent être dirigées essentiellement vers les pays en voie de développement les moins avancés. Cette orientation doit se traduire non seulement par un développement de la coopération entre pays développés et pays en voie de développement, mais également par une intensification des rapports entre les pays en voie de développement eux-mêmes. L'importance de cette coopération a été soulignée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés réunie à Alger du 5 au 9 septembre 1973, et la délégation algérienne joint sa voix à celles des délégations qui ont demandé à tous les Etats, et plus particulièrement aux pays développés, d'apporter des contributions substantielles au Fonds d'équipement. A cet égard, la délégation algérienne appuie le projet de résolution A/C.2/L.1306.

71. Il faut rendre un hommage particulier à l'œuvre accomplie dans le cadre du PAM, qui a permis de sauver de la famine des centaines de milliers d'êtres humains dans plusieurs régions du globe et d'améliorer la situation alimentaire des couches déshéritées de la société dans de nombreux pays en voie de développement. La délégation algérienne souhaite voir le PAM bénéficier de contributions beaucoup plus substantielles qui permettront à cet organisme de réaliser tous les projets déjà approuvés.

72. L'Algérie est membre du Conseil d'administration du FISE, organisme dont on apprécie l'action dans les domaines de la nutrition, de la santé et de l'éducation préscolaire. C'est pour marquer sa satisfaction que la délégation algérienne désire devenir coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1308.

73. La délégation algérienne tient à dire combien elle apprécie les services de coopération fournis par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population. Elle précise à cet égard que le Fonds doit répondre aux besoins des Etats en tenant dûment compte de la politique de ces derniers en matière de population.

74. M. KIRSHI (Yémen) déclare que la solidarité de la communauté internationale, manifestée lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions, a bien prouvé la confiance que l'on accorde au PNUD, institution vitale d'aide multilatérale au développement.

75. Sa délégation, qui accueille favorablement les mesures spéciales prises en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, souhaite à ce sujet faire quelques remarques de caractère technique. Il est regrettable que la notion de capacité d'absorption ait suscité, de la part de diverses institutions d'aide multilatérale, une certaine mauvaise volonté à fournir l'aide nécessaire, sous prétexte que les pays bénéficiaires ne disposaient pas des compétences administratives et techniques suffisantes. Le PNUD devrait s'efforcer surtout d'aider les pays à améliorer leur champ de planification et la qualité des organes administratifs responsables de l'exécution des programmes de développement. M. Kirshi note avec satisfaction que cet organisme a réagi favorablement aux efforts déployés par son pays pour progresser en ce sens, et qu'il a décidé de recourir aux fonds réservés à l'application des mesures spéciales pour financer les

programmes destinés à améliorer les compétences administratives au Yémen et à développer les ressources en main-d'œuvre du pays.

76. Les pays en voie de développement les moins avancés ont besoin d'une aide de nature précise, leur permettant de résoudre leurs problèmes particuliers. Il faudrait constamment s'efforcer d'améliorer et de renforcer le fonctionnement du PNUD, afin d'éliminer au maximum les lenteurs de l'administration et d'assurer l'exécution des projets dans les délais prescrits. A cet égard, les représentants résidents ont un rôle décisif à jouer et la délégation du Yémen se félicite des mesures prises par l'Administrateur pour mettre le personnel le plus expérimenté et le mieux qualifié au service des pays en voie de développement les moins avancés.

77. La délégation du Yémen, qui attache une grande importance aux activités humanitaires du FISE, insiste auprès de tous les Etats Membres pour qu'ils versent des contributions généreuses à cet organisme et a le plaisir d'annoncer qu'elle se porte coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1308.

78. M. Kirshi exprime la satisfaction de sa délégation devant les remarquables résultats du programme des Volontaires des Nations Unies et l'aide précieuse apportée au Yémen par le PAM.

79. Il affirme à nouveau la position de sa délégation quant à l'aide technique apportée par l'Organisation des Nations Unies à l'Etat sioniste d'Israël. Cette position n'est pas motivée par des facteurs sentimentaux ni politiques, mais est fondée sur les faits et les calculs et statistiques économiques. Outre qu'il méprise la volonté internationale, qu'il ne respecte pas les résolutions de l'Assemblée générale et qu'il poursuit en permanence une politique d'expansion et d'occupation aux dépens de trois Etats Membres et d'exploitation de leurs ressources naturelles, Israël n'est pas, du point de vue purement économique, un pays en voie de développement. En 1970, son revenu par habitant a dépassé de presque 2 000 dollars celui de certains pays développés. En conséquence, toute aide accordée à Israël est incompatible avec les critères de calcul des chiffres indicatifs de planification définis par le Conseil d'administration lui-même.

80. La délégation du Yémen accueille avec satisfaction l'initiative prise pour réactiver le Fonds d'équipement des Nations Unies et voudrait se porter coauteur du projet de résolution A/C.2/L.1306.

81. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) manifeste la déception éprouvée par sa délégation en constatant que l'on n'avait pas atteint l'objectif de compromis d'une augmentation annuelle de 9,6 p. 100 pour les contributions volontaires versées au PNUD. Sa délégation continue à déplorer l'attitude de certains pays contributeurs dont il serait légitime d'attendre un plus large appui, mais elle considère cependant que la récente Conférence pour les annonces de contributions justifie un certain optimisme. Si le taux d'augmentation de 18 p. 100 se maintient, il devrait être possible de réduire le déficit prévu pour 1976. Toutefois, le problème financier subsiste et se trouver aggravé par l'augmentation considérable des frais opérationnels, due à l'inflation.

82. Le gouvernement argentin, qui n'est pas membre du Conseil d'administration et n'a pas encore adhéré au consensus réalisé pour la définition du mode de calcul

des chiffres indicatifs de planification, exprime des réserves à l'égard des critères fondamentaux en question. Il partage l'inquiétude des autres délégations à ce sujet et espère sincèrement que, lors de l'établissement définitif des chiffres indicatifs de planification, on accordera plus de poids aux critères supplémentaires, en particulier ceux qui s'appliquent aux transformations de structure visant à assurer une plus grande justice sociale. Il espère également qu'aucun pays bénéficiaire ne se verra attribuer de chiffre indicatif inférieur à ceux du cycle 1972-1976. Il appuiera l'adoption de toute mesure visant à assurer une utilisation rationnelle des ressources et approuve l'accord selon lequel 25 p. 100 des ressources intervenant dans l'établissement des chiffres indicatifs de planification doivent être attribués aux pays en voie de développement les moins avancés.

83. Il est d'importance vitale que le PNUD oriente ses activités et adapte son fonctionnement de façon à mieux répondre à l'évolution des besoins des pays en voie de développement. A cet égard, la délégation argentine approuve les conclusions de l'Administrateur sur les résultats positifs de la méthode de programmation par pays et reconnaît que cette méthode, dans la mesure où elle permet de libérer les pays en voie de développement de leurs liens traditionnels de dépendance, ne peut donner lieu qu'à des progrès considérables.

84. Le PNUD, dans l'ensemble de ses activités, doit garder présente à l'esprit la notion d'universalité. A cet égard, la délégation argentine attache la plus grande importance à l'idée d'une coopération entre pays en voie de développement fondée sur les principes de l'effort autocentré et de l'aide mutuelle. Cette nouvelle tendance est la plus significative de l'époque contemporaine et se manifeste déjà clairement dans les divers organismes des Nations Unies. Elle a entraîné la création du Groupe de travail de la coopération technique entre les pays en voie de développement, en application de la résolution 2974 (XXVII) de l'Assemblée générale, dont les efforts permettent certainement de stimuler les relations entre ces pays et de promouvoir leur indépendance économique et politique. La délégation argentine est convaincue que le PNUD prendra les mesures nécessaires pour encourager l'assistance mutuelle entre les pays en voie de développement, leur permettant ainsi de s'adresser moins souvent aux pays développés pour obtenir les services d'experts et de conseillers, ainsi que pour assurer leurs achats d'équipement. Comme l'ont souligné plusieurs autres délégations, il faudrait tendre à une répartition géographique plus raisonnable en ce qui concerne à la fois les contrats de sous-traitance et l'acquisition de matériel. Cet aspect de la coopération entre les pays en voie de développement en matière d'assistance technique touche plusieurs domaines particulièrement prometteurs, comme celui du développement des compétences grâce à l'enseignement et à la formation au niveau professionnel, et celui de l'adaptation, du transfert et de la mise au point des connaissances techniques. Dans ces domaines, les programmes régionaux et globaux du PNUD lui permettent de jouer un rôle de protagoniste.

85. Le PNUD doit employer toute son énergie à encourager la coopération horizontale et pour cela aider les pays et les institutions à conclure entre eux des contrats, examiner éventuellement leurs programmes et jouer le rôle de bureau central d'informations; il doit

faire preuve d'imagination dans la conception de nouveaux mécanismes financiers permettant de mobiliser à la fois les ressources du Programme et celles des pays en voie de développement. La délégation argentine est persuadée que l'on pourra s'acquitter de ces tâches dans le cadre de la nouvelle structure du PNUD, qui doit obligatoirement remplacer la structure traditionnelle, désormais périmée.

86. La délégation argentine reconnaît sans réserve que le Fonds d'équipement des Nations Unies, auquel le Gouvernement argentin a apporté son soutien matériel et moral depuis sa création, doit servir essentiellement à répondre aux besoins des pays en voie de développement les moins avancés. Le Gouvernement argentin constate avec inquiétude que les efforts qui ont été faits pour exécuter les mesures spéciales prises en faveur des pays en question n'ont pas entraîné d'amélioration notable de leur situation économique. La délégation argentine espère que l'exemple donné par certains pays développés permettra d'augmenter les ressources du Fonds d'équipement de façon substantielle. Elle estime également que le Fonds doit être un instrument de promotion de la coopération entre pays en voie de développement. Cette idée étant clairement énoncée dans le dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.1306, la délégation argentine non seulement appuie ce projet mais souhaite également s'en porter coauteur.

87. Elle se réserve le droit de faire des remarques sur les autres activités opérationnelles lorsque la Commission passera à l'étude des projets de résolution pertinents.

88. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) déclare que les frais confirment l'observation de l'Administrateur du PNUD selon laquelle l'assistance au développement semble être devenue une question d'importance secondaire dans de nombreux pays développés. Le montant relatif de l'assistance au développement diminue et, au rythme actuel, les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement ne seront pas atteints. Cette tendance regrettable et négative doit être arrêtée. Les résultats encourageants de la récente Conférence pour les annonces de contributions au PNUD constituent un pas dans la bonne direction. La délégation irakienne convient avec l'Administrateur que le désarmement peut avoir des répercussions importantes sur le montant des ressources allouées au développement. On estime que si l'on dégageait moins de 5 p. 100 des dépenses militaires actuelles en faveur de l'aide au développement, le montant de celle-ci serait plus que doublé. La proposition de l'Union soviétique selon laquelle les Etats membres permanents du Conseil de sécurité devraient utiliser pour l'aide aux pays en voie de développement 10 p. 100 de leurs budgets militaires devrait donc être adoptée et appliquée dès que possible.

89. L'assistance multilatérale est la forme d'aide la plus neutre et la plus avantageuse pour les pays en voie de développement, et il est donc encourageant de noter qu'elle constitue une part de plus en plus grande de l'assistance. La délégation irakienne est heureuse que le PNUD reconnaisse la responsabilité exclusive des pays pour ce qui est de la formulation de leurs plans nationaux de développement. Elle se félicite également qu'une grande part des responsabilités soit transférée du siège aux représentants résidents.

90. Le Gouvernement irakien attache une grande importance aux projets régionaux et interrégionaux, et est heureux que l'Administrateur ait l'intention d'insister davantage sur ce type de projets. A cet égard, M. Al-Khudhairy appelle l'attention de la Commission sur l'insuffisance des ressources allouées à la région "de l'Europe, de la Méditerranée et du Moyen-Orient" par rapport à celles réservées à d'autres régions géographiques. Les fonds mis à la disposition des projets régionaux de cette région sont inférieurs au montant nécessaire pour faire face aux demandes actuelles. L'insuffisance des chiffres indicatifs de planification attribués à la région a été reconnue par le PNUD lui-même. La délégation irakienne considère que les ressources liées aux chiffres indicatifs de planification régionaux pour la période 1977-1981 devraient être réparties entre les diverses régions proportionnellement au montant total des chiffres indicatifs de planification de tous les pays de cette région valables pour la même période. Elle souhaiterait que la part des ressources allouées à la région considérée pour cette période soit augmentée. En outre, elle prie l'Administrateur de réexaminer l'arrangement actuel en vertu duquel les pays de différents groupes géographiques sont placés dans une même catégorie régionale. La catégorie "Europe-Méditerranée et Moyen-Orient" est anormale, puisqu'elle comprend des pays dont le passé politique et historique, ainsi que le niveau de développement, sont très différents, en outre, un de ces pays ne peut, quel que soit le critère retenu, être considéré comme un pays en voie de développement. Il est difficile de comprendre la raison de l'anomalie, puisque chacune des autres régions géographiques comprend des pays situés dans la région en question. La délégation irakienne ne voit aucune raison valable de ne pas placer les 16 pays arabes dans une catégorie régionale distincte et demande donc à l'Administrateur d'étudier ce problème de façon approfondie.

91. La délégation irakienne est heureuse de voir que le FISE accroît son assistance aux pays en voie de développement dans le domaine de la protection sociale. Elle convient avec le Conseil d'administration que le FISE devrait accorder une attention spéciale aux enfants et aux femmes, et appuie également les activités du FISE en République démocratique du Viet-Nam. Les efforts du FISE doivent se concentrer sur l'alimentation, la santé et l'éducation, et cet organisme doit maintenir des relations de travail étroites avec les autres organismes techniques des Nations Unies. Il faudrait avoir plus souvent recours aux instituts techniques, scientifiques et universitaires nationaux et régionaux ainsi qu'à d'autres organisations volontaires pour l'évaluation des programmes. La délégation irakienne estime avec d'autres qu'une conférence spéciale pour les annonces de contributions volontaires au FISE devrait être réunie en 1974.

92. Le programme des Volontaires des Nations Unies peut offrir une assistance appréciable aux pays en voie de développement et doit se charger en fin de compte des principales formalités relatives à son propre recrutement, encore que le PNUD doive continuer de lui apporter toute l'assistance possible afin d'assurer l'expansion rapide du programme et son intégration progressive aux projets bénéficiant d'une assistance de l'ONU. Le Coordonnateur doit poursuivre ses efforts

en vue de recruter un plus grand nombre de volontaires des pays en voie de développement.

93. Le Gouvernement irakien attache une grande importance aux mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et note avec regret que les pays développés continuent délibérément de ne pas tenir compte du Fonds d'équipement des Nations Unies, dont l'efficacité a faibli par suite de la diminution des contributions. M. Al-Khudhairy demande instamment aux pays industrialisés de verser directement des contributions à cet organisme, auquel son propre gouvernement a versé en 1973 une contribution de 10 000 dollars.

94. La délégation irakienne note que les chiffres indicatifs de planification d'un certain nombre de pays en voie de développement sont trop bas et exprime l'espoir que les chiffres actuels seront révisés et que de nouveaux critères seront adoptés pour calculer les nouveaux chiffres.

95. A propos de la question de l'assistance du PNUD à Israël, M. Al-Khudhairy déclare qu'il est réconfortant de voir que l'Administrateur a pris soigneusement note des arguments et avis exprimés au sein du Conseil d'administration et de la Commission et qu'aucun chiffre indicatif de planification n'a été attribué à Israël pour la période 1977-1981. Néanmoins, la délégation irakienne demande instamment à l'Administrateur d'examiner soigneusement la question de l'octroi d'une assistance sous une forme ou une autre à Israël pendant le cycle en cours. Israël n'a pas modifié sa politique expansionniste nuisible aux pays arabes. Il n'a accepté ou respecté aucune des résolutions de l'Assemblée générale sur la question des territoires arabes occupés par lui. Il continue d'exploiter les ressources humaines et naturelles de ces territoires au mépris des résolutions de l'ONU et contrairement au principe de la souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles. Il a même accentué sa politique d'agression et d'expansion, et les événements récents du Moyen-Orient démontrent clairement le caractère pervers de sa politique. Israël occupe maintenant une plus grande partie des territoires arabes et ne manifeste aucune volonté de s'en retirer conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Toute assistance accordée par une organisation à Israël, pays agressif et expansionniste, permettra à ce dernier de consacrer une plus grande partie de ses ressources à l'annexion et à la colonisation permanentes des territoires occupés. L'attribution d'une assistance à Israël est incompatible avec les buts de la Charte des Nations Unies, est contraire à la justice et constitue un appui implicite à la politique d'agression et d'expansion d'Israël. En outre, Israël en est à un stade de développement avancé. Son produit national brut par habitant est plus élevé que celui de certains pays très développés. Il a atteint un niveau élevé de développement technique, surtout dans le domaine de la fabrication d'armes ultra-modernes. Il exporte des armes dans de nombreuses régions du monde, y compris au profit du gouvernement raciste sud-africain, du gouvernement colonialiste portugais et du régime de la minorité blanche en Rhodésie du Sud. Les armes israéliennes sont en ce moment même utilisées contre les Africains qui combattent pour la liberté. La délégation irakienne demande donc qu'Israël soit exclu de toute forme d'assistance des Nations Unies.

96. Mlle RAMOS (Venezuela) déclare que les critères permettant de calculer les chiffres indicatifs de planification du PNUD doivent être assez larges pour qu'il soit possible d'évaluer les besoins réels de chaque pays en matière de coopération technique internationale. Le produit national brut par habitant et la population doivent être pris en ligne de compte pour mettre au point les chiffres indicatifs de planification, mais ils ne doivent pas être les seuls facteurs examinés pour déterminer la situation économique et sociale d'un pays. Tout aussi importants sont la structure et la composition de l'économie du pays, ses efforts pour obtenir un développement réel assorti d'une répartition des revenus équitable et d'une réduction systématique du taux de chômage, ainsi que sa volonté et ses efforts pour partager son expérience avec d'autres pays en voie de développement. Une attention plus grande doit sans aucun doute être accordée aux pays les moins avancés, ce qui ne veut pas dire que l'assistance internationale aux autres pays en voie de développement doit être diminuée. Il faut que dans tous les cas l'assistance complète les efforts nationaux.

97. Le Venezuela pense qu'un pays qui reçoit une assistance en vue du développement d'un secteur donné a le devoir de partager l'expérience ainsi acquise avec d'autres pays en voie de développement, surtout ceux de la même région. Tous les pays en voie de développement doivent contribuer à l'effort d'assistance mutuelle et en bénéficier. En d'autres termes, ils doivent tous à la fois contribuer à la coopération technique et en tirer parti, le tout selon leurs possibilités. Le Venezuela donne une haute priorité à la coopération technique avec d'autres pays en voie de développement et tient régulièrement, avec de nombreux pays de la région, des réunions portant sur des projets concrets d'assistance mutuelle. Le gouvernement vénézuélien, fermement convaincu aussi que la coopération doit avoir une portée interrégionale, coopère également avec des pays en voie de développement d'autres régions.

98. Le PNUD, qui est appelé à favoriser la coopération entre pays en voie de développement, doit pour cela s'efforcer de renforcer les liens non seulement entre les gouvernements, mais également entre les instituts scientifiques et techniques de ces pays. Ceci dit, la coopération entre pays en voie de développement ne doit pas remplacer les programmes bilatéraux et multilatéraux en cours d'exécution, ni entrer en concurrence avec eux, mais au contraire les compléter. En outre, les ressources réservées aux projets régionaux doivent engendrer un développement soutenu de la région tout entière, et la délégation vénézuélienne réitère son appui aux projets qui regroupent, à l'intérieur d'une région géographique, divers pays ayant atteint des stades de développement différents, et qui permettent à ces pays de partager leur expérience dans un domaine donné. A cet égard, la délégation vénézuélienne émet l'avis que les projets nationaux qui ont bénéficié de l'assistance du PNUD et qui se sont révélés satisfaisants devraient être transformés en projets régionaux ou interrégionaux afin que le bénéfice de leurs résultats soit partagé avec d'autres pays.

99. M. MOHAMMED (Nigéria) déclare que la menace d'un déficit de 80 à 100 millions de dollars à la fin du premier cycle de développement, en 1976, est l'un des problèmes les plus graves qui se soient posés au

PNUD au cours des dernières années. Ce déficit est imputable à l'inflation et au fait que, si le PNUD a été autorisé à planifier ses opérations en se fondant sur l'hypothèse d'une augmentation annuelle des ressources de 9,6 p. 100, les contributions volontaires n'ont, en fait, pas répondu à cet espoir. Ceci a conduit l'Assemblée générale à inviter les gouvernements donateurs dont les contributions ont été insuffisantes au cours des dernières années à accroître ces contributions d'au moins 15 p. 100 par an. Il est donc satisfaisant de noter que les contributions volontaires annoncées pour 1974 dépasseront sans doute de 18 p. 100 celles de 1973. La menace d'un déficit ayant disparu, l'Administration et les Etats Membres devraient faire le nécessaire pour assurer la réalisation de l'objectif recherché, à savoir doubler les ressources du Programme pour qu'elles atteignent près de 500 millions de dollars en 1975.

100. La réorganisation du Programme visait à lui permettre de faire face à l'expansion escomptée de ses opérations. Or, on a entendu la Malaisie se plaindre des retards intervenus dans l'exécution du programme de ce pays, et il y a là un écho décourageant. L'Administrateur devrait procéder d'urgence à une enquête et agir de façon que d'autres programmes ne subissent pas de retards analogues.

101. Certains membres du Conseil d'administration du PNUD estiment crucial de présenter avant 1974 tous les programmes relevant de la programmation par pays. Le Nigéria pense pour sa part qu'il faut laisser à l'Administrateur le soin d'élaborer avec les gouvernements le calendrier qui leur convient le mieux, en fonction des conditions particulières à chaque cas.

102. La délégation nigériane appuie l'Administrateur dans son intention de redoubler d'efforts pour les projets de recherche agricole mondiaux et régionaux qui visent à produire des graines à rendement plus élevé, la recherche pratique sur les cultures exposées à la concurrence des produits synthétiques et celle qui tend à permettre aux pays en voie de développement de participer à l'exploitation des ressources de la mer.

103. Le Nigéria se félicite des résultats des travaux réalisés pendant la seizième session du Conseil d'administration en ce qui concerne l'établissement de critères équitables en vue de déterminer les chiffres indicatifs de planification pour toutes les catégories de pays, mais il estime qu'il faut veiller à ce que les critères supplémentaires soient quantifiables dans toute la mesure possible pour que l'Administrateur ne courre pas le risque d'être accusé éventuellement d'ingérence dans les affaires intérieures d'Etats Membres.

104. Il faut féliciter l'Administration et le Conseil d'administration du PNUD d'être parvenus à réserver 35 millions de dollars, au cours de l'année 1972, pour faire face aux besoins des pays les moins avancés et d'avoir pu, en coopération avec d'autres institutions internationales, faire face à la situation d'urgence causée par la sécheresse dans la région soudano-sahélienne.

105. La délégation nigériane se félicite des efforts courageux accomplis pour réactiver le Fonds d'équipement des Nations Unies et elle espère que cet organisme bénéficiera d'un soutien plus vaste. Elle pense elle aussi que cette réactivation n'est pas nécessairement nuisible à l'efficacité de la gestion du PNUD.

106. Le Gouvernement nigérian a commencé à coopérer avec le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population en vue de procéder à un recensement national, et il lui est reconnaissant de son aide. Le Nigéria continue à préconiser que les politiques en matière de population soient fonction des priorités et des plans nationaux des gouvernements bénéficiaires.

107. Le Nigéria est conscient de la valeur des travaux accomplis par le FISE pour protéger les intérêts des enfants, des adolescents et des mères, qui constituent la ressource naturelle la plus précieuse de l'humanité. Il est donc heureux d'appuyer le projet de résolution A/C.2/L.1308, qui demande la convocation d'une conférence spéciale pour les annonces de contributions afin que les ressources du Fonds puissent atteindre l'objectif de 100 millions de dollars d'ici à 1975.

108. Mlle BENNATON (Honduras) dit que sa délégation est particulièrement heureuse que les pays d'Amérique latine aient considérablement augmenté leurs contributions au PNUD lors de la récente Conférence pour les annonces de contributions. Cela indique que ces pays souhaitent que le PNUD participe davantage à leurs efforts nationaux de développement économique et social. L'accroissement des contributions versées par les pays développés pourrait être encore plus important, si l'on tient compte des variations constantes et regrettables des taux de change des monnaies et du fait que seule l'augmentation des ressources disponibles permettra une croissance continue de l'économie des pays en voie de développement. D'autre part, la nouvelle orientation donnée à la répartition des ressources, qui semble ne pas tenir compte de certains principes fondamentaux du Programme, suscite une certaine préoccupation en Amérique latine. La délégation hondurègne estime qu'il ne faut pas mettre en danger les intérêts régionaux et que le système de la programmation par pays doit continuer à tenir compte des besoins du développement tels qu'ils sont définis par les différents pays et à reposer sur des critères rationnels. En outre, les plans nationaux doivent être complétés par des projets régionaux et sous-régionaux adéquats.

109. Le Honduras a largement bénéficié des activités de divers programmes des Nations Unies et a coordonné ses efforts avec ceux de l'Organisation pour promouvoir son développement économique et social. Les organes des Nations Unies responsables des activités opérationnelles en vue du développement jouent un rôle actif dans les plans de développement nationaux du Honduras, en particulier dans le domaine des ressources naturelles — agriculture, minerais, sylviculture, etc. — et de la solution des problèmes humains, sociaux et culturels.

110. La délégation hondurègne suggère que le PNUD et les pays industrialisés ou ceux qui ont acquis une expérience positive grâce à divers programmes fassent partager leur expérience aux pays qui en ont besoin. Par exemple, des pays comme le Honduras pourraient tirer profit de l'expérience acquise par les pays nordiques dans le domaine de la sylviculture et l'expérience de l'Islande dans le domaine de la pêche pourrait contribuer à la solution de différents problèmes alimentaires dans les pays où la population augmente rapidement.

111. La délégation hondurègne estime aussi qu'il serait intéressant de déterminer quels sont les facteurs psychologiques qui incitent à travailler de manière intense et leurs effets sur le développement économique et social. Enfin, elle déclare que les activités opérationnelles en vue du développement exigent une coordination à un niveau aussi élevé que possible afin que puissent être obtenus des résultats efficaces dans l'intérêt des pays en voie de développement.

112. M. MARTIN SANTOS (Portugal), exerçant son droit de réponse, cite le représentant du Zaïre qui a déclaré qu'il y avait un million de réfugiés angolais dans son pays. Il souligne que, selon le paragraphe 49 du rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁴, ce chiffre est celui du nombre total de réfugiés en Afrique en 1972.

113. Exerçant son droit de réponse, M. ELIASHIV (Israël) déclare que les délégations arabes n'ignorent pas que leurs allégations ne sont que des déformations de la réalité et qu'elles n'ont rien à voir avec les faits. La déclaration que sa délégation a faite lors de la discussion générale à la Commission (1520^{ème} séance) contenait suffisamment de renseignements pour répondre à ce que le représentant de l'Irak a dit au sujet des chiffres indicatifs de planification du deuxième cycle.

114. M. AL-KHUDHAIRY (Irak), exerçant son droit de réponse, déclare déplorer que la Commission ait à entendre une version aussi déformée des faits. Il voudrait demander au représentant d'Israël qui occupe les terres de qui et pourquoi 27 pays indépendants d'Afrique ont rompu les relations avec Israël.

115. M. ZAHARAN (Egypte), exerçant son droit de réponse, déclare que, semble-t-il, le représentant

d'Israël ne se fait pas scrupule de continuer à déformer la réalité. Chacun sait qu'Israël occupe une partie des territoires de l'Egypte, de la Jordanie et de la République arabe syrienne et usurpe les ressources naturelles de ces pays. La poursuite de l'agression israélienne force les Etats en question à consacrer leurs ressources à la détente plutôt qu'au développement. Il est temps que les dirigeants israéliens modifient leur position et respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins ainsi que leurs droits en ce qui concerne leurs ressources naturelles. Israël a fait la sourde oreille aux décisions de l'OMS de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Sa politique active d'annexion et de colonisation progressive des territoires occupés a entraîné son isolement sur le plan international. Cette politique est contraire aux principes de l'Organisation des Nations Unies et constitue une menace pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde. En raison de son agression et de son refus de se retirer des territoires de trois Etats arabes Membres de l'ONU, Israël est responsable de la crise énergétique dont le monde souffre actuellement. Il semble que cette situation ne puisse qu'empirer tant qu'Israël poursuivra son agression. En outre, Israël n'est pas un pays en voie de développement et ne mérite pas l'aide du PNUD. Toute aide reçue par Israël devrait être remboursée et réaffectée aux pays qui en ont besoin, en particulier les pays en voie de développement les moins avancés.

116. Le PRESIDENT annonce que le Népal s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1306, que le Gabon et le Laos figurent maintenant au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1308 et qu'il faut ajouter la République Dominicaine aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1309.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Supplément No 12.

La séance est levée à 19 h 10.

1561^{ère} séance

Lundi 19 novembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR

Activités opérationnelles pour le développement (*suite*)
[A/9003, chap. VI; A/C.2/L.1311] :

- a) Programme des Nations Unies pour le développement (E/5256, E/5365/Rev.1, A/C.2/L.1307);
- b) Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306);
- c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général;
Programme des volontaires des Nations Unies (E/5342, A/C.2/L.1309);
- e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
- f) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (A/C.2/L.1308);
- g) Programme alimentaire mondial (A/9003/Add.1, quatrième partie; A/9031, A/C.2/L.1298)

1. M. CHANDLER (Barbade) annonce que sa délégation souhaite se porter auteur du projet de résolution A/C.2/L.1308, relatif au FISE.

2. Le Gouvernement barbadien attache une importance considérable au PNUD et continuera à lui fournir son appui par des contributions volontaires annuelles. Il se félicite des efforts déployés pour utiliser les ressources du PNUD aussi efficacement que possible et espère que le Programme ne souffrira pas d'un manque de ressources dans les années à venir.

3. Grâce à la programmation par pays, une assistance technique précieuse est fournie dans le cadre du plan de développement des pays bénéficiaires; ce système a engendré au sein des gouvernements bénéficiaires le désir de dégager les priorités et les a poussés à identifier les principaux secteurs où se posaient des problèmes et à déterminer, parmi les efforts de développement, ceux auxquels il fallait accorder une attention particulière si l'on voulait accélérer la croissance et obtenir le maximum de rendement. En tant que pays en voie de développement, la Barbade attend avec optimisme l'assistance que le PNUD continuera à lui fournir dans le cadre de la programmation par pays.

A/C.2/SR.1561